REPUBLIQUE DU BURUNDI

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

MAEIRCD-MAGAZINE

No 58 du 30 Octobre 2026

Le Président Evariste Ndayishimiye élevé au rang de Docteur Honoris Causa à Moscou



Le Président de la République du Burundi et Président en exercice de l'Union Africaine Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a reçu le mercredi 28 octobre 2026, à Moscou le titre de Docteur Honoris Causa de l'Université de l'Amitié des Peuples Patrice Lumumba (RUDN). La cérémonie solennelle s'est tenue dans l'enceinte de la prestigieuse université moscovite, en présence du Recteur, du Corps professoral, de la délégation Burundaise et de centaines étudiants internationaux.

Vêtu de la toge doctorale, le Président Ndayishimiye a déclaré recevoir cette distinction « avec humilité, au nom de la jeunesse burundaise et de la jeunesse africaine ». Pour lui, la jeunesse constitue le plus grand atout stratégique du continent, et « l'éducation, le

Dans cette Edition:

	page
Le Président Evariste Ndayishimiye élevé au rang de Docteur Honoris Causa à Moscou	1
Le Ministre en charge des Affaires Étrangères anime un point de presse sur les recommandations du Sénat	6
Le Burundi et la Russie coprésident une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de la Russie à Moscou	7
Le Secrétaire permanent chargé de l'EAC reçoit le Représentant pays de TradeMark Africa	8
Ouverture officielle de l'exercice de recrutement et de validation des experts civils de la Force Africaine en Attente	9
Célébration du 81e anniversaire des Nations Unies au Burundi	10
Clôture de l'exercice de recrutement, de vérification et de validation des experts civils de la Force Africaine en Attente	11
Audience entre le Président du Conseil Exécutif de l'Union Africaine et le Ministre des Affaires Etrangères de la Pologne	12
BURUNDI - PHILIPPINES : L'Ambassadeur Télésphore Irambona présente ses Lettres de créance au Président	12

premier investissement pour la paix ».
Il a également souligné que cette université « porte un nom qui résonne auprès de chaque Africain : celui de Patrice Lumumba ». « Il a incarné le courage d'un peuple déterminé à ne pas rester en marge de son propre destin. Lieu hautement symbolique, la RUDN est le creuset historique de l'amitié russo-africaine.

L'université accueille des étudiants de 140 pays et a formé plus de 15 000 spécialistes africains, dont 77 Burundais médecins, ingénieurs et cadres qui servent aujourd'hui leur pays. Actuellement, 31 jeunes Burundais y poursuivent leurs études.

S'adressant directement à eux, le Chef de l'Etat Burundais a lancé un appel : « Chers étudiants, ambassadeurs du pays, témoignez de la force de l'amitié entre nos peuples. Étudiez avec rigueur, puis revenez bâtir le Burundi et l'Afrique ». **(Présidence)**

Le Burundi plaide pour une coopération axée sur la transformation économique



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé le jeudi 29 octobre 2026, à renforcer le partenariat entre l'Afrique et la Russie en privilégiant la transformation économique, l'industrialisation et la création de chaînes de valeur, lors de la deuxième journée du troisième Sommet Russie-Afrique, tenue à Moscou.

S'exprimant lors de la séance plénière du Sommet, le Président Ndayishimiye a souligné que les pays africains n'étaient pas venus en Russie pour demander de l'aide, mais pour consolider un partenariat fondé sur des échanges mutuellement bénéfiques.

Le Chef de l'Etat Burundais a insisté sur la nécessité pour le continent africain d'accélérer sa transformation économique et de sortir d'un modèle reposant essentiellement sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits finis. Il a notamment plaidé pour le développement des capacités industrielles, la modernisation de l'agriculture, le renforcement des infrastructures énergétiques et logistiques, ainsi que l'accroissement des investissements dans la recherche et les technologies. Selon lui, l'Afrique doit devenir un espace de production et de commercialisation, plutôt que de rester un marché principalement destiné à la consommation.

De son côté, le Président russe Son Excellence Vladimir Poutine a affirmé que la Russie et les pays africains étaient des « alliés naturels », compte tenu de leurs positions proches sur plusieurs grandes questions internationales. Il a notamment défendu le dialogue d'égal à égal, le respect des intérêts de tous les États et la construction d'un ordre mondial multipolaire fondé sur le droit international et les principes de la Charte des Nations Unies. Monsieur Poutine a également plaidé pour une représentation accrue de l'Afrique dans les instances internationales de décision, notamment au Conseil de sécurité des Nations Unies et au sein des institutions financières internationales.

Sur le plan économique, le Président russe a indiqué que les échanges commerciaux entre la Russie et les pays africains avaient dépassé 27 milliards de dollars en 2025, soit une hausse d'environ 50 % par rapport au précédent sommet, selon les chiffres qu'il a présentés. Il a par ailleurs fait état de la volonté des entreprises russes d'envisager le transfert de certaines unités de production vers des pays africains, soulignant l'importance de garantir la souveraineté des décisions des États partenaires ainsi que la fiabilité et la protection des investissements.

La coopération entre la Russie et l'Afrique pourrait également se développer dans les secteurs de l'agriculture, des technologies numériques et de l'intelligence artificielle. Moscou entend poursuivre ses livraisons de céréales et d'engrais aux marchés africains et partager son expertise dans ces domaines.

A noter que le troisième Sommet Russie-Afrique, organisé du 28 au 29 octobre 2026 à Moscou, a réuni plusieurs dirigeants africains et des responsables russes autour des principaux enjeux de la coopération bilatérale et multilatérale, notamment dans les domaines politique, économique, sécuritaire, scientifique, technologique, culturel et humanitaire. **(ABP)**

Assemblée Nationale : analyse des rapports de performance et d'exécution budgétaire pour le 3ème et 4ème trimestre 2025-2026



Le mercredi 28 octobre 2026, à l'hémicycle de Kigobe, sous l'égide du Très Honorable Daniel Gélase Ndabirabe, Président de l'Assemblée Nationale, les députés se sont réunis pour analyser les rapports de performance et d'exécution budgétaire pour le troisième et quatrième trimestre, exercice 2025-2026. Les résultats desdits rapports sont prometteur avec un taux de réalisation des recettes fiscales de 112.7% soit 688 131 721 323 Fbu sur 610 179 986 681 Fbu prévus au troisième trimestre et 128.29% soit 715 579 886 619 FBU sur 557 771 826 920 FBU prévus au quatrième trimestre de cette année budgétaire. Le Ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique Monsieur Alain Ndikumana était l'invité du jour pour répondre aux questions orales des députés.

Présentés par le député Rédempteur Gahitira, Président de la commission permanente chargée des comptes publics, des finances, des affaires économiques et de la planification, les rapports ont permis d'évaluer le niveau de réalisation des recettes, l'exécution des dépenses par rapport aux prévisions, le niveau de réalisation des exonérations accordées, le niveau de réalisation des dépenses par grande masse, des niveaux de liquidation et de décaissement des dépenses financées sur les ressources intérieures, le niveau de réalisation des dépenses par classification administratives et analyse du Plan de Travail et Budget Annuel par programme, action et activité. Dans ces deux rapports, le budget a été exécuté, à la fois, au niveau des administrations centrales des ministères et institutions constitutionnelles ainsi que dans les structures déconcentrées et décentralisées.

Cependant, la commission a relevé des insuffisances dans la mobilisation des recettes non fiscales et a recommandé des mesures supplémentaires pour améliorer leur rendement. Elle a également attiré l'attention sur le niveau des exonérations fiscales, qui a dépassé le seuil prévu. Une étude d'impact a ainsi été commanditée, afin d'en évaluer les conséquences sur les recettes de l'Etat.



Dans le souci de renforcer la gestion des finances publiques, le Ministre en charge des Finances a annoncé des mesures visant à former les comptables sur l'élaboration des états financiers et à améliorer le suivi des comptes ouverts dans les provinces ainsi que l'utilisation effective des machines à facturation des commerçants pour la mobilisation des recettes. Il a signalé que le Ministère en charge des finances va arriver à plus de 40.000 machines à facturation distribuées au cours de cette année budgétaire.

Les députés ont recommandé que les ministres concernés par les secteurs de la tourbe et Anagessa soient invités pour les questions orales car, ils affichent un taux nul de réalisation des recettes, afin d'expliquer les contre-performances constatées. Parmi les principales recommandations formulées figurent le respect des principes du budget-programme et des autorisations budgétaires, éviter des décaissements concentrés, à la fin de l'exercice budgétaire, ainsi que le remboursement de la dette conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen et à court terme.

Comme les résultats globaux de l'exécution budgétaire témoignent de progrès encourageants, les recommandations formulées par l'Assemblée Nationale mettent

en évidence la nécessité de poursuivre les réformes, d'améliorer l'efficacité des dépenses et de renforcer la transparence dans la gestion des ressources publiques. **(Le Renouveau)**

Cérémonies de prestation de serment des membres de la CVR



Les membres du Bureau du Sénat et les sénateurs ont participé, dans l'avant-midi de lundi 26 octobre 2026, aux cérémonies de prestation de serment des Commissaires de la Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation (CVR) devant le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, et le Parlement réuni au Palais des Congrès de Kigobe, à l'occasion du renouvellement de leur mandat pour une période de 4 ans.

Ces cérémonies ont aussi vu la participation de Hauts dirigeants du pays entre autres le Premier Ministre, les anciens Chefs d'Etat, les membres du Gouvernement, les Représentants des Corps de Défense et de Sécurité Nationale, les Représentants du Corps diplomatique et consulaire accrédités au Burundi, et bien d'autres. **(Sénat)**

Le Président du Sénat rencontre le personnel de cette Institution



Le mercredi 28 octobre 2026, le Président du Sénat, le Très Honorable Gervais Ndirakobuca a tenu une réunion à l'intention des membres du personnel de cette Institution pour s'autoévaluer et faire un regard rétrospectif sur les activités réalisées au cours de l'année écoulée.

Il s'est dit satisfait des prestations des membres du personnel de cette institution et leur a demandé de redoubler d'efforts en vue de développer davantage cette Chambre Haute du Parlement.

Ainsi, le Président du Sénat a interpellé tout un chacun à être responsable, travailler avec abnégation, renforcer la cohésion sociale et œuvrer dans un esprit de convivialité. **(Sénat)**

Renforcement de la coopération bilatérale : le Premier Ministre Burundais reçoit les Ambassadeurs de Chine et de la France



Dans la soirée du mardi 27 octobre 2026, le Premier Ministre Burundais Son Excellence Nestor Ntahontuye, a reçu en audience l'Ambassadrice de la République Française au Burundi Madame Caroline Vinot et celle de la République Populaire de Chine, Madame Zhu Kewei, toutes venues pour une visite de courtoisie.

Le Burundi étant engagé dans le processus du partenariat fructueux, la nécessité de nouer et d'entretenir de bons liens d'amitié et de coopération se fait toujours sentir. Ainsi, c'est dans ce cadre que Son Excellence le Premier Ministre a reçu en audience les deux Ambassa-

drices toutes avec résidence à Bujumbura. Leur objectif était le même celui du renforcement des liens de la coopération bilatérale et d'échange sur des sujets d'intérêt commun.

Madame l'Ambassadrice Caroline Vinot qui a été reçue en premier lieu a signifié qu'elle venait s'entretenir avec le Chef de l'exécutif burundais au lendemain de la prise de ses fonctions en tant qu' Ambassadeur de la France au Burundi pour s'enquérir des priorités nationales et recueillir les attentes du Gouvernement du Burundi face à la redynamisation de la coopération bilatérale. Elle s'est dite très satisfaite du discours de Son Excellence le Président de la République du Burundi lors de la tenue de la 81ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en septembre dernier au point concernant la Gouvernance mondiale où il a exigé une réforme du Conseil de Sécurité pour accorder à l'Afrique une représentation permanente et une plus grande implication dans les décisions internationales.

Lors des échanges, elle est revenue sur les différentes réalisations au Burundi dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la formation sans oublier la coopération militaire et la spécialisation des médecins burundais en France. Elle a parlé du rôle de la France aux projets exécutés au Burundi par l'Union Européenne dont elle fait partie. Elle a présenté aussi l'implication des investisseurs français dans la promotion de la coopération économique au Burundi dans les secteurs de l'énergie et de la télécommunication. Elle est revenue aussi sur les perturbations économiques que ressentent ces investisseurs, exprimées lors de la récente rencontre avec ces derniers.

Son Excellence le Premier Ministre a salué les bonnes relations de coopération qui existent entre le Burundi et la France tout en souhaitant leur redynamisation pour plus d'actifs. Elle a briefé à cette autorité diplomatique les priorités nationales en insistant sur les secteurs porteurs de croissance comme la production et la transformation auxquels le Burundi présente des potentialités aux investisseurs.

Quant aux soucis des investisseurs français opérant au Burundi, Son Excellence le Premier Ministre a montré les efforts du Gouvernement qui a déjà enclenché des reformes visant à la stabilisation macro-économique.



En deuxième lieu, c'est Madame Zhu Kewei qui a été reçue où elle a précisé qu'elle revient après 8 mois de la prise de ses fonctions au Burundi pour échanger sur les résultats déjà atteints dans le cadre de la coopération bilatérale. Elle a parlé l'évolution positive des échanges commerciaux.

Sur les produits exportés vers la chine, elle a révélé que 70% sont constitués de minerais et 30% de produits agricoles. Elle a parlé également du domaine des infrastructures avec l'achèvement de l'extension et de la modernisation de l'Aéroport International Melchior Ndadaye, de l'état d'avancement des préparatifs au redémarrage de la construction de l'immeuble qui abritera le Ministère ayant les relations extérieures et du renouvellement des équipes qui étaient affectées aux domaines agricole et médical.

Monsieur Ntahontuye a remercié cette diplomate pour cette bonne pratique d'échanger régulièrement sur les acquis et les perspectives pour propulser davantage les bonnes relations d'amitié et de coopération entre le Burundi et la Chine.

Au menu des échanges, les deux autorités ont de commun accord, émis le souhait d'explorer la valorisation des produits exportés du Burundi vers la chine surtout les minerais à travers des contrats partenariat public privé afin d'installer des usines d'extraction et de transformation sur place. Sur ce point, elles se sont convenues de continuer les échanges et de voir les possibilités d'y arriver. **(Primature)**

Gitega : le Premier Ministre appelle à une meilleure coordination entre les Ministères et les entités décentralisées



Le renforcement de la collaboration entre les services ministériels et leurs représentations dans les provinces et communes constitue un levier essentiel pour réussir la décentralisation et garantir une bonne gestion des fonds publics. C'est le message central du Premier Ministre du Burundi, Son Excellence Nestor Ntahontuye, lors de l'ouverture d'une retraite de deux (2) jours du 29 au 30 octobre 2026,à Gitega , réunissant les Gouverneurs de province, les administrateurs communaux et présidents des conseils communaux ainsi que les représentants du Fonds d'Investissement Communal.



Ouvrant les travaux de cette retraite, le Premier Ministre a indiqué que cette retraite intervient trois mois après le lancement effectif du processus de déconcentration. Celui-ci vise notamment à rapprocher, davantage, l'administration des citoyens, à travers le transfert des ressources financières de l'Etat vers les provinces et communes, par l'intermédiaire des différents services.

D'après Monsieur Ntahontuye, cette rencontre a également fait suite à une évaluation menée au niveau des ministères. En concertation avec les membres du Gouvernement, il a examiné le niveau de collaboration et de coordination entre les services ministériels et leurs antennes respectives aux niveaux provincial et communal. Il a souligné que plusieurs initiatives ont déjà été lancées et que d'autres sont en cours, afin de renforcer la décentralisation administrative.

Le Chef du Gouvernement a précisé que les participants allaient également avoir l'occasion d'évaluer l'état d'avancement de plusieurs programmes nationaux. Il s'agit notamment de la réhabilitation des bâtiments publics, la dotation de toutes les écoles en bancs-pupitres, ainsi que la mise en œuvre du programme national d'hygiène et d'assainissement. Les échanges portaient également sur la politique gouvernementale de pavage des rues dans les quartiers des villes et les centres urbains, ainsi que sur l'état des finances communales.

Les responsables administratifs évaluaient aussi le niveau de préparation des institutions provinciales et communales, ainsi que des citoyens, face aux éventuelles conséquences du phénomène climatique El Niño. La distribution d'engrais aux agriculteurs pour la saison culturale A figurait également à l'ordre du jour. Les participants ont été appelés à examiner les difficultés rencontrées et proposer des solutions pour améliorer le processus là où les résultats ne sont pas satisfaisants.

Dans son exposé, le Premier Ministre Burundais a présenté les différentes étapes à respecter dans l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux provinces et communes par l'intermédiaire des différents services et départements provinciaux et communaux. Il a invité les responsables provinciaux et communaux à se conformer strictement aux lois et règlements en vigueur, afin de garantir une gestion efficace et efficiente des ressources, dans l'intérêt de la population. **(Le Renouveau)**

Le Ministre en charge des Affaires Étrangères anime un point de presse sur les recommandations du Sénat

Le 26 octobre 2026, Son Excellence Ambassadeur Edouard BIZIMANA, le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement a animé un point de presse solennel à l'intention des professionnels des médias et des Représentants des agences de recrutement des travailleurs migrants burundais. Cette rencontre avait pour objectif de présenter les recommandations formulées par le Sénat le 8 octobre 2026, lesquelles visent à renforcer la protection des Burundais à l'étranger, améliorer la gouvernance migratoire et valoriser la main-d'œuvre nationale.



Dans son allocution, le Ministre BIZIMANA, a lancé un appel vibrant à toutes les parties prenantes afin de travailler en synergie pour garantir le respect de la dignité des citoyens, encadrer efficacement les mouvements migratoires et promouvoir les compétences nationales sur le marché du travail régional et international. Il a insisté sur la nécessité de faire de la compétence, de la qualification et du professionnalisme des atouts majeurs de la main-d'œuvre burundaise.

Son intervention s'est articulée autour de six axes prioritaires : l'amélioration des prestations des agences de recrutement ; le renforcement du rôle des missions diplomatiques et consulaires dans la protection des Burundais à l'étranger ; l'accompagnement du rapatriement des réfugiés jusqu'à leur colline d'origine ; la sensibilisation aux documents de voyage et de séjour réglementaires ; la vulgarisation des accords de coopération et des lois de ratification ; ainsi que le renforcement de la compétitivité de la main-d'œuvre burundaise.

Le Ministre a rappelé que les recommandations du Sénat constituent une orientation stratégique pour l'amélioration de la gouvernance migratoire et la protection des citoyens. Il a invité les agences de recrutement à exercer leurs activités dans le strict respect de la réglementation, les candidats à l'émigration à s'informer avant leur départ, et les missions diplomatiques à demeurer attentives aux besoins des compatriotes. Il a également exhorté l'ensemble des acteurs concernés à contribuer à une migration régulière, sûre et respectueuse des droits humains.

Ce point de presse a permis de clarifier les attentes du Gouvernement et de renforcer la confiance entre les institutions et les citoyens. Les travailleurs migrants ont été encouragés à valoriser leurs compétences, dans la perspective de faire reconnaître le Burundi pour la qualité de sa main-d'œuvre.



En conclusion, Son Excellence Ambassadeur Edouard BIZIMANA a appelé à une responsabilité partagée, rappelant que chaque acteur doit contribuer à la réussite de la politique migratoire nationale. Il a réaffirmé que la Vision Burundi 2040–2060 demeure le cadre de référence, et que ce point de presse marque une étape décisive vers une migration mieux gouvernée, protectrice et porteuse de rayonnement pour le Burundi. **(MAEIRCD)**

Le Burundi et la Russie coprésident une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de la Russie à Moscou



En marge du 3e Sommet Russie-Afrique et de son Forum économique et humanitaire, qui se tiennent à Moscou les 28 et 29 octobre 2026, le Burundi et la Fédération de Russie ont coprésidé une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union Africaine (UA) et de la Fédération de Russie.

En sa qualité de Président du Conseil exécutif de l'Union Africaine, le Ministre burundais des Affaires

étrangères, S.E. l'Ambassadeur Dr Édouard Bizimana, a présenté la situation sécuritaire, politique et économique en Afrique et au-delà. Il a souligné que cette rencontre se tenait dans un contexte international particulièrement incertain, marqué par des conflits qui entravent le développement de l'Afrique et du monde. Il est notamment revenu sur la guerre dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et ses répercussions sur les pays voisins, dont le Burundi, ainsi que sur le conflit au Soudan. À cet égard, il a salué l'engagement de S.E. le Général Évariste Ndayishimiye, en sa qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, en faveur du rétablissement de la paix dans ces pays et dans l'ensemble du continent africain.

Le Ministre Bizimana a également relevé que les conflits freinent le développement, perturbent les chaînes d'approvisionnement et fragilisent les économies à l'échelle mondiale. Les échanges ont ainsi permis aux ministres de passer en revue les principaux défis auxquels le monde est confronté, notamment les conflits armés, l'exploitation illégale des ressources naturelles de l'Afrique, le terrorisme et les changements climatiques. La réforme des Nations Unies a également figuré parmi les questions abordées.

Le Ministre burundais a exprimé le souhait que le Sommet Russie-Afrique et son Forum économique et humanitaire débouchent sur des projets concrets, susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

En marge de cette réunion, le Ministre burundais a également eu des échanges avec plusieurs de ses homologues, portant sur des questions d'intérêt bilatéral et multilatéral.

A l'issue de son séjour à Moscou, le Président du Conseil exécutif de l'Union Africaine se rendra à Atlanta pour représenter l'organisation à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20. Cette participation sera une occasion de contribuer à porter la voix de l'Afrique au sein de cette instance internationale. **(MAEIRCD)**

Le Secrétaire permanent chargé de l'EAC reçoit le Représentant pays de TradeMark Africa



Le 28 octobre 2026, le Secrétaire permanent chargé de l'EAC au Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et de la Coopération au développement (MAEIRCD), M. Séverin MBARUBUKEYE, a reçu en audience, au nom du Ministre empêché, le Représentant pays de TradeMark Africa au Burundi, M. Christian NIBASUMBA, venu pour une visite de courtoisie.

Après les échanges de civilités, M. Christian NIBASUMBA a indiqué que cette visite visait à présenter TradeMark Africa et à faire le point sur ses interventions au Burundi. Celles-ci portent notamment sur l'intégration régionale, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la digitalisation de certains services de l'Office burundais des recettes (OBR), ainsi que l'appui au secteur privé, notamment à travers la participation aux foires commerciales régionales. Il a également précisé que TradeMark Africa apporte un appui institutionnel au Burundi, notamment par le renforcement des capacités des cadres de l'État et la fourniture d'équipements, tout en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME). À cette occasion, il a souhaité connaître les priorités du Ministère afin de les prendre en compte dans la préparation du portefeuille de projets de TradeMark Africa.

De son côté, le Secrétaire permanent a remercié TradeMark Africa pour ses multiples appuis au Burundi et l'a encouragé à poursuivre ses interventions. Il a souligné que la digitalisation figure parmi les priorités du pays dans le cadre de la Vision du Burundi, pays émergent en 2040 et développé en 2060. À cet effet, il a sollicité un appui accru dans ce domaine, sans pour autant négliger les autres secteurs, notamment celui des infrastructures physiques.

Par ailleurs, il a rappelé que le Burundi partage de nombreuses priorités avec TradeMark Africa et a appelé à redoubler d'efforts dans la mobilisation des financements nécessaires à la réalisation des grands projets de développement du pays. Dans cette perspective, il a sollicité l'appui de TradeMark Africa pour finaliser l'élaboration de la Stratégie nationale d'intégration régionale, ainsi que pour accompagner le Burundi dans le processus du quatrième Examen de la politique commerciale.

Pour sa part, le Représentant pays de TradeMark Africa a annoncé la tenue d'un Forum africain sur le commerce en Éthiopie, du 23 au 24 novembre 2026, et souhaité une participation représentative du Burundi à cet événement. **(MAEIRCD)**

Ouverture officielle de l'exercice de recrutement et de validation des experts civils de la Force Africaine en Attente



Le 26 octobre 2026, Madame l'Ambassadeur Else Nizigama Ntamagiro, Assistante du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a procédé à l'ouverture officielle de l'exercice de recrutement, d'interview, de vérification et de validation des candidats appelés à intégrer la base de données de la Force africaine en attente (ASF), dans le cadre d'une activité organisée par la Force en Attente de l'Afrique Orientale (EASF).

Dans son allocution, elle a remercié le Secrétariat de l'EASF ainsi que l'Ambassade du Danemark pour leur appui à l'organisation de cet exercice, avant de saluer l'engagement des participants en faveur de la paix et de la sécurité dans la région.

Madame l'Ambassadeur a souligné que cette activité se tient dans un contexte marqué par la persistance des conflits armés, les tensions géopolitiques et les effets des changements climatiques, qui continuent d'affecter la stabilité et le développement de nombreux pays africains. Elle a rappelé que l'EASF a pour mission de maintenir des capacités militaires, policières et civiles prêtes à être déployées rapidement pour répondre aux crises. À cet égard, elle a insisté sur l'importance de la composante civile, dont le rôle est essentiel dans les opérations de soutien à la paix et de protection des populations.

Abordant la situation du Burundi, elle a indiqué que vingt experts civils sont actuellement qualifiés et disponibles pour un éventuel déploiement, tandis que cinquante et un autres sont déjà enregistrés dans la base de données mais doivent encore finaliser leur processus d'évaluation. Elle les a invités à mettre à jour leurs dossiers et à participer activement aux entretiens de validation.



L'Assistante du Ministre a également rappelé que le roster de l'ASF vise à constituer un vivier d'experts qualifiés capable de répondre efficacement aux besoins des missions de paix. Elle a toutefois précisé que l'inscription dans cette base de données ne garantit pas automatiquement un recrutement ou un déploiement, ceux-ci restant tributaires des besoins opérationnels et des profils recherchés.

Concluant son intervention sous la devise « EASF, prêts pour la paix ! », Madame Else Nizigama Ntamagiro a exhorté les participants à faire preuve de professionnalisme et de rigueur, avant de déclarer officiellement ouverts les travaux de recrutement et de validation des experts civils de la Force africaine en attente. **(MAEIRCD)**

Célébration du 81e anniversaire des Nations Unies au Burundi



Le lundi 26 octobre 2026, Madame l'Ambassadeur Else Nizigama Ntamagiro, Assistante du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a représenté Son Excellence le Ministre aux cérémonies marquant le 81e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au Burundi.

Dans son allocution, elle a souligné que cette commémoration revêt une importance particulière pour le Burundi dans un contexte international marqué par de profondes mutations et par la nécessité de renforcer un multilatéralisme plus inclusif, plus réactif et plus efficace. Elle a rappelé que cette dynamique s'inscrit notamment dans les réflexions et réformes engagées dans le cadre du processus UN80, destiné à adapter le système des Nations Unies aux défis contemporains.

Madame l'Ambassadeur Else Nizigama Ntamagiro a également évoqué le rôle essentiel du partenariat entre l'Union africaine et les Nations Unies dans la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent.

À cet égard, elle a rappelé la vision de Son Excellence Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président en exercice de l'Union Africaine, qui souligne l'importance d'une coopération étroite entre les deux organisations pour relever efficacement les défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée. Elle a, par ailleurs, mis en exergue les progrès accomplis par le Burundi dans la mise en œuvre de sa vision de développement, qui ambitionne de faire du pays un pays émergent à l'horizon 2040 et un pays développé en 2060.

Selon elle, l'atteinte de ces objectifs repose sur des partenariats solides, pragmatiques et mutuellement bénéfiques.

Dans cette perspective, le système des Nations Unies demeure un partenaire de premier plan aux côtés du Gouvernement du Burundi, notamment dans des secteurs stratégiques tels que la sécurité alimentaire, la transition énergétique et le renforcement du capital humain.



Prenant la parole à son tour, Madame Violet Kenyana Kakyomya, Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Burundi, a exprimé sa gratitude au Gouvernement du Burundi, en particulier au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, pour son leadership et son étroite collaboration dans l'organisation de cette célébration.

Elle a réaffirmé l'engagement du Système des Nations Unies à accompagner le Burundi dans ses efforts de développement durable, en soutenant les initiatives visant l'amélioration des conditions de vie des populations et la réalisation des priorités nationales de développement.

Cette célébration a constitué une occasion privilégiée de réaffirmer l'excellence de la coopération entre le Burundi et les Nations Unies, ainsi que leur engagement commun en faveur de la paix, du développement durable et du bien-être des populations. **(MAEIRCD)**

Clôture de l'exercice de recrutement, de vérification et de validation des experts civils de la Force Africaine en Attente



Le jeudi 29 octobre 2026, l'Ambassadeur Else NIZIGAMA NTAMAGIRO, Assistant du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a procédé à la clôture de l'exercice de recrutement, de vérification et de validation des participants destinés à être enregistrés dans la base de données de la Force africaine en attente (FAA).

Dans son allocution de clôture, l'Assistant du Ministre a souligné que les trois journées intensives de travail, du 27 au 29 octobre 2026, consacrées à la vérification et à la validation des candidatures, pouvaient paraître de nature administrative, mais revêtaient en réalité une importance stratégique majeure. Selon elle, cet exercice contribue directement à renforcer la crédibilité, la disponibilité et l'efficacité opérationnelle de la Force africaine en attente.

Madame Else NIZIGAMA NTAMAGIRO a rappelé que l'objectif n'était pas simplement d'alimenter une base de données, mais de sélectionner des professionnels sur la base de compétences réelles et avérées, au-delà des seuls titres ou qualifications. L'exercice consistait notamment à évaluer la disponibilité, les formations reçues ainsi que l'aptitude au déploiement de chaque candidat civil. Elle a ajouté que les entretiens fondés sur les compétences avaient permis de s'assurer que les candidats retenus disposent des aptitudes requises pour être mobilisés dans le cadre des opérations de soutien à la paix mandatées par l'Union africaine.

Évoquant l'engagement du Burundi, l'Assistant du Ministre a indiqué qu'en accueillant cet exercice, le pays réaffirme son attachement aux idéaux panafricains ainsi que son engagement constant en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent.

Au nom du Gouvernement du Burundi, elle a exprimé sa reconnaissance au Secrétariat de l'EASF pour la qualité de l'organisation et le bon déroulement des travaux, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe chargée de conduire les entretiens. Elle a également adressé ses remerciements au Gouvernement du Danemark pour son appui technique et financier, de même qu'au Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants pour son excellente collaboration dans l'organisation de cette activité. Elle a précisé que les candidats retenus seront inscrits dans la base de données de la Force africaine en attente pour une durée de cinq ans et demeureront disponibles pour un éventuel déploiement rapide. À cet égard, ils ont été invités à veiller à la mise à jour régulière de leurs profils afin de garantir l'actualité des informations les concernant.



Abordant les défis rencontrés au cours de l'exercice, l'Assistant du Ministre a notamment relevé certaines contraintes liées à l'accessibilité du système d'enregistrement ainsi qu'aux procédures de mise à jour des données de candidats déjà vérifiés et validés.

Elle a invité le Secrétariat de l'EASF à porter ces préoccupations auprès des instances compétentes et à plaider pour l'amélioration de l'accès au système.

En terminant son intervention, Madame l'Assistant du Ministre a souhaité un bon retour aux pays respectifs à l'ensemble des participants et a officiellement déclaré clos l'exercice de recrutement, de vérification et de validation organisé par l'EASF à Bujumbura. **(MAEIRCD)**

Audience entre le Président du Conseil Exécutif de l'Union Africaine et le Ministre des Affaires Etrangères de la Pologne



Atlanta, le 1er novembre 2026, en marge des travaux du G20, le Président du Conseil Exécutif de l'Union Africaine, Son Excellence l'Ambassadeur Édouard Bizimana, a accordé une audience à une délégation de la République de Pologne conduite par Radosław SIKORSKI, Ministre des Affaires Etrangères.

Les échanges ont porté sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération entre la République de Pologne et l'Union Africaine, ainsi que les perspectives de partenariat dans les domaines du développement, de la paix, de la sécurité et de la coopération économique.

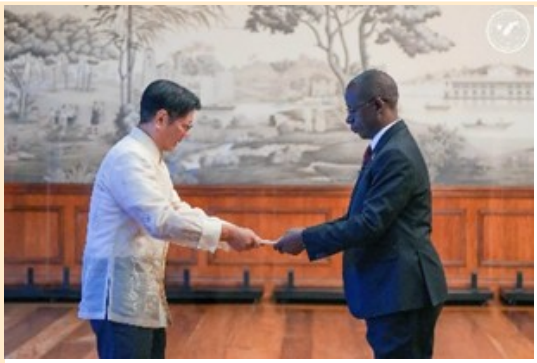
Au cours de l'entretien, la partie polonaise a présenté sa candidature en vue de devenir membre du G20 et a sollicité le soutien de l'Union Africaine à cette démarche. À cet égard, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur le rôle croissant des économies émergentes et sur l'importance d'une représentation plus inclusive des différentes régions du monde au sein des instances internationales de prise de décision.

Les discussions ont également porté sur les relations bilatérales entre la République du Burundi et la République de Pologne. Les deux responsables ont salué la qualité des relations d'amitié et de coopération existant entre les deux pays et ont réaffirmé leur volonté commune de les renforcer davantage dans des secteurs d'intérêt mutuel.

Cette rencontre a permis de consolider le dialogue politique entre les parties et de réaffirmer leur engagement en faveur d'une coopération constructive fondée sur le respect mutuel, le partenariat et la promotion d'intérêts communs au service du développement durable et de la stabilité internationale.

À l'issue de l'audience, les deux délégations se sont félicitées de la qualité des échanges et ont exprimé leur attachement à la poursuite des consultations en vue d'approfondir davantage les relations entre l'Union africaine, la Pologne et le Burundi. **(MAEIRCD)**

BURUNDI - PHILIPPINES : L'Ambassadeur Télésphore Irambona présente ses Lettres de créance au Président Ferdinand R. Marcos Jr



Le 27 octobre 2026, une nouvelle étape a été franchie dans le renforcement des relations diplomatiques entre la République du Burundi et la République des Philippines. Au Palais de Malacañan, à Manille, Son Excellence Monsieur Télésphore Irambona, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Burundi en République populaire de Chine, avec résidence à Beijing, et Ambassadeur non-résident désigné auprès de la République des Philippines, a présenté ses Lettres de créance à Son Excellence Monsieur Ferdinand R. Marcos Jr., Président de la République des Philippines.

Cette cérémonie solennelle est intervenue au lendemain de la remise des copies figurées de ses Lettres de créance à Son Excellence Madame Ma. Theresa P. La-

zaro, Secrétaire aux Affaires Etrangères de la République des Philippines, conformément aux usages diplomatiques en vigueur.

La présentation des Lettres de créance marque le début officiel de la mission diplomatique de l'Ambassadeur du Burundi auprès des autorités philippines. Elle témoigne également de la volonté commune des deux États de consolider davantage les liens d'amitié et de coopération qui les unissent depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques en 2017.

Au cours de cette cérémonie empreinte de cordialité et de respect mutuel, les autorités philippines ont salué cette nouvelle accréditation, qui ouvre des perspectives prometteuses pour l'approfondissement des relations bilatérales et l'exploration de nouveaux domaines de partenariat au bénéfice des deux peuples.

Diplomate chevronné, l'Ambassadeur Télésphore Irambona représente depuis 2023 la République du Burundi en République Populaire de Chine et assure également l'accréditation du Burundi auprès de plusieurs pays de la région Asie-Pacifique, notamment la République de Corée, le Japon, le Vietnam ainsi que d'autres États de la région. Son expérience reconnue dans les domaines de la diplomatie et de l'administration publique constitue un atout important pour le développement des relations entre Bujumbura et Manille.

Au-delà de sa portée protocolaire, cette accréditation traduit l'ambition partagée de rapprocher davantage les peuples burundais et philippin à travers le renforcement de la coopération dans des secteurs d'intérêt commun tels que le commerce, l'investissement, l'agriculture, l'éducation, la formation, l'innovation et les échanges culturels.

L'arrivée de l'Ambassadeur Télésphore Irambona dans ses nouvelles fonctions auprès de la République des Philippines ouvre ainsi une nouvelle dynamique de dialogue et de coopération entre les deux pays, fondée sur les valeurs de respect mutuel, de solidarité et de partenariat gagnant-gagnant.

Par cette démarche diplomatique, le Burundi réaffirme son engagement à diversifier ses partenariats internationaux et à renforcer sa présence en Asie-Pacifique, dans le cadre de sa politique étrangère orientée vers la promotion des échanges, de la coopération au développement et du rapprochement entre les peuples. **(MAEIRCD)**

Célébration de la Journée internationale des risques de catastrophes : une occasion d'évaluer les progrès déjà réalisés



Le mardi 27 octobre 2026, le Burundi a célébré la journée internationale des risques de catastrophes, édition 2026, au terrain de l'ETS Kamenge. Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique Monsieur Léonidas Ndaruzaniye, a indiqué que cette journée offre une occasion particulière de jeter un regard rétrospectif sur les mécanismes qu'il faut mettre en œuvre pour gérer les situations de catastrophe. C'est également une occasion d'évaluer les progrès déjà enregistrés et de renouveler l'engagement à travailler ensemble afin de faire face aux défis environnementaux susceptibles de menacer la sécurité et le développement.

Dans son discours, Monsieur Ndaruzaniye a fait savoir que la Journée internationale de la prévention des catastrophes est célébrée dans le but de sensibiliser la population sur l'importance de la prévention des catastrophes et de la réduction de leurs conséquences. Elle permet de sensibiliser les Gouvernements, les institutions publiques et privées ainsi que les citoyens, afin qu'ils prennent des mesures nécessaires pour prévenir les catastrophes et en réduire les effets. Selon lui, la sensibilisation se fait dans l'objectif de renforcer la culture de résilience et améliorer les capacités de préparation et de réponse aux catastrophes. Il s'agit aussi



d'encourager les populations à passer d'une approche consistant à réagir uniquement après qu'une catastrophe à une démarche fondée sur l'anticipation survienne. Il convient également de faciliter l'accès aux alertes précoces et aux informations relatives aux conséquences potentielles des catastrophes.

Madame Manuella Muscara, Cheffe de la commission de l'Organisation Internationale des Migrants (OIM) a souligné que chaque famille doit contribuer à la prévention des risques. Elle doit rester informée, prendre des mesures de précaution et appliquer des consignes de sécurité.

L'objectif était de passer d'une réaction après l'émergence des catastrophes à une préparation anticipée pour limiter les pertes humaines et matérielles. Elle s'est félicitée de l'engagement du Gouvernement Burundais pour avoir intégré la prévention et la gestion des risques de catastrophes dans les priorités nationales de développement. Cette orientation s'appuie notamment sur la stratégie nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes, le plan national de développement 2018-2027, la vision nationale 2040-2060 ainsi que le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Le Gouvernement Burundais poursuit également plusieurs initiatives visant à améliorer les mécanismes de préparation et de réponse aux catastrophes.

Parmi celles-ci figurent l'actualisation du plan de contingence multirisque 2026-2028, l'élaboration d'une feuille de route pour l'opérationnalisation d'un système d'alerte précoce multirisque à l'échelle nationale, ainsi que la production de cartes multirisques et le suivi des déplacements liés aux catastrophes. **(Le Renouveau)**

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

Site web: www.mae.gov.bi Twitter: @MAEBurundi
E-mail:diplomatie-burundi@ mae.gov.bi